

Brochure n° 3117

Convention collective nationale  
IDCC : 843. – **BOULANGERIE-PÂTISSERIE**  
**(Entreprises artisanales)**

DÉNONCIATION PAR LETTRE DU 18 JUILLET 2011  
PAR L'UNION DÉPARTEMENTALE DES SYNDICATS DES MAÎTRES ARTISANS BOULANGERS  
ET BOULANGERS-PÂTISSIERS DES BOUCHES-DU-RHÔNE  
DE L'ACCORD DU 20 OCTOBRE 1983

NOR : ASET1151394M  
IDCC : 843

Marseille, le 4 juillet 2011.

*L'union départementale CFTC des syndicats des maîtres artisans boulangers et boulangers-pâtis-  
siers des Bouches-du-Rhône, 93, avenue de Montolivet, 13004 Marseille, à la direction géné-  
rale du travail, dépôt des accords collectifs, 39-43, quai André-Citroën, 75902 Paris Cedex 15.*

Monsieur,

Nous avons l'honneur de vous notifier par la présente notre décision de dénoncer l'accord du 6 octobre 1998, ainsi que ses avenants n° 1 du 14 avril 2000 et n° 2 du 21 août 2000.

En application des dispositions légales et conventionnelles, la présente dénonciation ne prendra effet qu'à l'expiration d'un délai de préavis de 3 mois.

Nous vous informons également que de nouvelles négociations devront s'engager à la première demande d'une des parties intéressées dans les 3 mois qui suivent la présente dénonciation.

A cet effet, nous sommes à votre entière disposition afin d'engager des discussions en vue de parvenir à un nouvel accord de substitution, et ce dans les meilleurs délais.

Nous vous rappelons que l'accord dénoncé continuera à produire ses effets jusqu'à l'entrée en vigueur d'un nouvel accord qui lui sera substitué ou à défaut pendant 1 an, à compter de la date d'expiration du délai de préavis.

Conformément aux articles L. 2261-9 et L. 2231-6 du code du travail, la présente dénonciation fera également l'objet d'un dépôt auprès des services compétents.

Nous vous prions d'agréer, monsieur, l'expression de nos salutations distinguées.

*Le président.*